



Assemblée générale

Distr.: Limitée
30 juin 1999

Français
Original: Anglais

Comité spécial sur l'élaboration d'une convention contre la criminalité transnationale organisée

Quatrième session

Vienne, 28 juin-9 juillet 1999

Point 3 de l'ordre du jour

**Examen du projet de Convention des Nations Unies contre
la criminalité transnationale organisée, en particulier
des articles 4 *ter*, 5, 6, 9, 10 et 14**

Propositions et contributions reçues des gouvernements concernant le projet de Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée

Inde: modification proposée concernant l'article 10 du texte révisé du projet de Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée

Article 10: Extradition

Il conviendrait d'insérer après le paragraphe 10 un nouveau paragraphe traitant des demandes d'extradition concernant la (ou les) même(s) personne(s), lequel serait libellé comme suit:

“..) Si l'extradition de la (ou des) même(s) personne(s), pour la même infraction ou pour des infractions différentes au regard de la présente Convention, est demandée par plus d'un État Partie, l'État Partie requis détermine vers quel État la (ou les) personne(s) est (sont) extradée(s) d'abord. Ce faisant, l'État Partie requis tient dûment compte des facteurs suivants:

- a) La gravité des infractions pour lesquelles l'extradition a été demandée par les États Parties requérants;
 - b) La nationalité de la (ou des) personne(s) dont l'extradition a été demandée;
 - c) Les dates auxquelles ont été reçues les demandes d'extradition;
 - d) Tout autre facteur que l'État Partie requis peut juger pertinent.”
-

